

Budget, santé, conditions de travail, paix : l'automne sera chaud !

Canicule, austérité budgétaire, état de famine à Gaza, enlèvement de la guerre en Ukraine, l'été n'a pas forcément rimé avec douceur et mise en sommeil des problématiques sociales, écologiques et politiques, nationales comme internationales.

Par **ANNE ROGER**,
membre du bureau national

En pleine période estivale, le succès de la pétition citoyenne contre la loi Duplomb avec plus de 2 millions de signatures en quelques jours est un signal fort. « *Aber-ration scientifique, éthique, environnementale et sanitaire* », cette loi, certes purgée par la suite de l'article réautorisant l'utilisation des néonicotinoïdes, a pourtant été définitivement adoptée par l'Assemblée nationale, le 8 juillet. Si l'énorme mobilisation citoyenne a permis de faire reculer le gouvernement, la lutte doit se poursuivre. Le SNESUP-FSU appelle à participer aux marches pour le climat du 28 septembre partout en France. Ce même jour sera aussi celui de la Journée mondiale pour le droit à l'IVG. Le SNESUP-FSU appelle à se joindre aux cortèges pour défendre ce droit fondamental acquis de haute lutte et pourtant aujourd'hui remis en cause par la montée des politiques réactionnaires partout dans le monde.

FAIRE PLIER LE GOUVERNEMENT

Le 15 juillet, le premier ministre, François Bayrou, a présenté son projet d'économies budgétaires de 40 milliards d'euros. Le projet de budget 2026 attaque violemment tous les leviers de la redistribution des richesses et propose de faire payer aux agent-es du public comme aux salarié-es du privé, aux retraité-es, aux chômeur-ses ou encore aux malades le

déficit créé par une politique de l'offre faite de cadeaux aux plus riches, aux grandes entreprises et à leurs actionnaires. Les agent-es de la fonction publique et les services publics sont en première ligne avec les projets de suppression de 3 000 postes en 2026, de non-renouvellement d'un tiers du personnel partant à la retraite et de gel des rémunérations. La pétition de l'intersyndicale* a déjà été signée par plus de 350 000 personnes. La FSU appelle d'ores et déjà à préparer la journée unitaire de mobilisation interprofessionnelle prévue le 18 septembre et à faire de la journée du 10 septembre une étape de construction du rapport de force indispensable pour faire plier le gouvernement – dont on ne sait, au moment où cet article est écrit, ce qu'il adviendra à compter du 8 septembre, date du vote de confiance demandé par le premier ministre.

OUVERTURE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AU MARCHÉ

Dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR), la loi Baptiste (*cf. page suivante*) franchit quant à elle une nouvelle étape, celle d'un changement assumé de modèle et de la remise en cause de l'autonomie séculaire des universités. Le ministère avance vers l'ouverture de l'ESR au marché et la réduction à peau de chagrin du service public de l'ESR dans un contexte de sous-financement de l'université et de la recherche publiques. L'intersyndicale se réunira rapidement pour préparer la riposte. ■

Le SNESUP-FSU appelle à participer aux marches du 28 septembre pour le climat et pour le droit à l'IVG.

GAZA : APPEL INTERSYNDICAL À LA MOBILISATION DU 6 SEPTEMBRE

La bande de Gaza subit depuis près de sept cents jours une guerre sans merci qui a causé plus de 62 000 morts et 150 000 blessés. L'ONU y a officiellement déclaré l'état de famine, ce qui signifie une privation alimentaire extrême pour plus de 500 000 personnes et une malnutrition aiguë qui touche plus de 30 % des enfants de moins de 5 ans. En Cisjordanie, un projet prévoit désormais la construction de 3 400 logements qui entraînera la formation d'un bloc continu de colonies israéliennes, coupant le territoire en deux et compromettant la viabilité d'un futur État palestinien. La CFDT, la CGT, la FSU et Solidaires appellent à ne pas détourner les yeux de ce qu'il se passe à Gaza et à se mobiliser, partout en France, le 6 septembre, pour un cessez-le-feu immédiat et pour mettre fin au blocus et aux violations graves et massives du droit international et des droits humains, ainsi que contre les actes à visée génocidaire documentés et dénoncés par l'ONU (*cf. communiqué : www.snesup.fr/actualites/presse/communiqués-intersyndicaux/palestine-ne-detournons-pas-le-regard-manifestons-le-6*).

* www.change.org/p/budget-les-sacrifices-pour-le-monde-du-travail-ça-suffit.